

IL ÉVOQUE LES SPÉCULATIONS SUR LA CANDIDATURE DE SAÏD BOUTEFLIKA, LA LETTRE DE GAÏD SALAH, SES RAPPORTS AVEC LE DRS...

La surprenante sortie de Ghoul

Amar Ghoul ne veut visiblement pas se faire trop distancer sur le terrain de la communication par ses deux grands partenaires, Ahmed Ouyahia et Ammar Saâdani. C'est ce qui explique son nouveau discours qu'il a fait découvrir lors d'une très longue conférence de presse animée hier samedi au siège de son parti le TAJ à Alger. Il répondra à toutes les questions «taboues». Et même lorsque la question ne lui était pas posée, il le fera aussi !

Kamel Amarni - Alger (Le Soir) - «La succession héréditaire ? Oui, j'ai compris, vous faites allusion à Saïd Bouteflika. Moi je le connais depuis longtemps. Bien avant qu'il devienne conseiller du Président et que son frère devienne Président. Il était professeur à l'université et l'un des fondateurs du Cnes. Je peux témoigner que, depuis 1999, depuis que je suis ministre dans vingt gouvernements différents, qu'il ne se s'est jamais ingéré dans mon travail. Jamais il ne m'a imposé un dossier ou une personne. Vous savez ? Je l'appelle mon frère et lui aussi m'appelle ainsi. Au cours de toutes nos discussions jamais, au grand jamais, Saïd Bouteflika n'a évoqué cette question de succession qui n'est que spéculations de certains cercles.»

Jusque-là, seuls Ouyahia et Djamel Ould Abbès ont publiquement démenti catégoriquement ce scénario. La lettre de Gaïd Salah à Saâdani ? «J'ai toujours eu d'excellentes relations avec aâmmi Salah !

N'oublions pas qu'il est un moudjahid. Je tiens à lui rendre un vibrant hommage et, à travers lui, à l'ensemble de l'Armée nationale populaire qui a consenti d'énormes sacrifices pour la sauvegarde de notre pays. Nous, nous n'avons pas trouvé anormale cette lettre. Ne nous lui donnons pas une lecture autre que ce qu'elle signifie réellement, à savoir une simple lettre protocolaire.» Puis, et comme pour mieux expliciter son propos, le président de TAJ ajoutera : «On a longtemps évoqué des différends à la tête de l'Etat. On a prétendu des différends entre le Président, le chef du DRS et le chef d'état-major. Tout cela est faux ! Si Toufik et le DRS, à qui je rends également hommage, ont beaucoup sacrifié pour ce pays. Je connais très bien Si Toufik . J'ai d'excellentes relations avec lui. Je peux même vous certifier que c'est un excellent joueur de football ! Nous jouons trois matchs par semaine et je joue toujours titulaire dans son équipe.» Soit. Mais s'il y



Amar Ghoul, président de TAJ.

avait quelqu'un qui avait violemment critiqué le DRS et son premier responsable, ce n'est pas tant un parti d'opposition que le secrétaire général du... FLN ! Une question à laquelle le ministre du Tourisme tentera une réponse peu convaincante : «C'est un dossier clos ! Cela s'était passé à un moment fort sensible, en 2013. Souvenez-vous également tout ce qui s'était dit et fait pendant que le Président Bouteflika était au Val-de-Grâce. Beaucoup avaient changé de camp, d'autres avaient pris le bâton par le milieu, d'autres aussi multipliaient les scénarios, etc. Nous étions les rares, à TAJ, à rester fidèles au Président. A le soutenir en

ces moments difficiles et à affirmer qu'il rentrera rétabli et se présentera pour un quatrième mandat. C'est vrai que, de nos jours, les souteneurs se bousculent...»

Ammar Ghoul ne renonce par ailleurs pas à sa position s'agissant de la révision de la Constitution. «Je persiste encore : j'en appelle à l'ensemble de la classe politique pour prendre part à cette révision constitutionnelle et profiter du fait que les portes demeurent toujours ouvertes.» Seulement, Ahmed Ouyahia affirmait, lui, tout le contraire le 11 juin dernier ! Le secrétaire général du RND et ministre d'Etat, directeur de cabinet à la présidence,

par ailleurs l'homme qui avait mené les consultations sur la révision de la Constitution en juin 2014 estimait, en effet, que «tous ceux qui devaient prendre part aux consultations l'ont tous fait. Les autres, ils se divisent en deux catégories. Vous avez d'une part, ceux qui ne reconnaissent même pas le régime et, d'autre part, ceux qui ne reconnaissent pas cette révision».

S'agissant enfin de la polémique soulevée par la position de Ammar Saâdani après la proposition de Ahmed Ouyahia consistant en la construction d'un pôle politique composé des quatre partis au gouvernement, à savoir le FLN, le RND, le MPA et TAJ, Amar Ghoul y voit plutôt un «signe de bonne santé. Les quatre partis qui siègent au gouvernement ne sont pas des clones. Auquel cas, on les aurait dissous pour en faire un seul parti unique».

Pour le président de TAJ, «il n'y a pas une grande différence entre la proposition de Ahmed Ouyahia et celle de Ammar Saâdani. Nous sommes ouverts à toutes les propositions dont le seul objectif demeure celui de servir l'Algérie. Quant aux questions de leadership, cela ne nous concerne pas».

Ghoul annonce par ailleurs l'organisation d'une université d'été de TAJ ainsi qu'une série d'autres conférences thématiques à la rentrée.

K. A.

LE RAPPORT SUR LE TERRORISME MONDIAL POUR L'ANNÉE 2014 A ÉTÉ RENDU PUBLIC VENDREDI PAR LE DÉPARTEMENT D'ÉTAT US

Les Américains ne croient pas à Daesh en Algérie

Rendu public vendredi, après plusieurs semaines de retard, le rapport annuellement préparé par le Département d'Etat américain sur le terrorisme mondial fait état, pour l'année 2014, d'une recrudescence liée, entre autres, à l'émergence du groupe Etat islamique en Irak et au Levant.

Statistiquement, selon l'étude annuelle pour 2014, le nombre d'attentats dans le monde a atteint 13 463, soit une augmentation de 35% par rapport à l'année précédente, tuant plus de 32 700 personnes, soit une hausse de plus de 80% en une année. 34 791 personnes ont été blessées dans ces attentats alors que 9 428 ont été prises en otage, ajoute le Département d'Etat. En parallèle à ces chiffres qui donnent froid dans le dos, dans son rapport sur le terrorisme dans le monde en 2014, la diplomatie américaine a relevé que près de 80% des personnes qui ont perdu la vie dans des actes terroristes se trouvaient en Irak, sa voisine la Syrie, en Afghanistan, au Pakistan et au Nigeria. Comme une constante dans l'équation du terrorisme mondial, les Américains accusent de nouveau l'Iran de continuer à soutenir des groupes terroristes tout autour de la planète, avec un rôle prépondérant en Irak et en Syrie. Une accusation qui, donc, a cours depuis 1984 contre un pays auquel la diplomatie américaine a imputé une grande partie des malheurs du monde, l'année dernière. Ceci, malgré l'accalmie dans les relations tendues entre les deux pays qu'illustre la tournure positive prise par le processus de négociations entre

Washington et Téhéran sur le programme nucléaire iranien.

Comment la diplomatie américaine apprécie la situation sécuritaire chez nous ? Déjà, un regret. Comme on sait qu'entre l'Algérie et le Maroc, le cœur des Américains n'en finit pas de balancer, John Kerry et son administration regrettent la faiblesse de la coopération sur le plan sécuritaire entre notre pays et nos voisins de l'Ouest, deux des partenaires les plus importants des Etats-Unis dans le Trans-Sahara Counter-Terrorism. Un regret que les Américains compensent en voyant combien les relations sur le plan sécuritaire se sont intensifiées entre l'Algérie et la Tunisie, notamment pour réduire les flux d'armes. Quoi qu'il en soit, pour l'administration américaine, l'Algérie est un «partenaire-clé» dans la lutte mondiale contre le terrorisme. Un pays qui, note le rapport, a poursuivi durant l'année 2014 l'effort engagé depuis une décennie pour renforcer les capacités de l'armée et des services de sécurité. C'est dans cet ordre d'idées que la diplomatie américaine note la poursuite de la restructuration des services de renseignement algériens par la restauration d'une certaine autorité de police judiciaire au DRS à travers la publication d'un décret présidentiel

en juin 2014. Un décret qui a donné naissance à un nouveau service d'investigation judiciaire sous la juridiction aussi bien du DRS que du procureur général. Que ces mesures soient rendues publiques dénotent, selon les Américains, une tentative pour donner plus de transparence au fonctionnement du DRS.

Le rapport, présenté par l'ambassadrice Tina Kaidanow, met également en relief la «priorité absolue» donnée par le gouvernement algérien à la sécurité des frontières, là où est très fort le lien entre l'activité terroriste, le crime organisé et les narcotrafiquants au Maghreb et au Sahel. Et puis, l'administration américaine voit, dans le cas de l'Algérie, la menace terroriste provenir surtout d'Al-Qaïda au Maghreb de Abdelmalek Droukdel et Al-Mourabitoun de Mokhtar Belmokhtar. Deux groupes qui font encore peser une menace plus sérieuse que Jund Al-Khilafah, groupe apparu en 2014 et ayant clamé son allégeance à l'Etat islamique en Irak et au Levant. En tous les cas, de l'analyse des spécialistes du Département d'Etat, il ressort qu'Al-Qaïda au Maghreb a bénéficié de l'incertitude de la situation en Libye et au Mali. De la situation qui prévaut en Algérie, le rapport juge que la Kabylie et le Grand Sud sont les zones du pays où existe une forte menace terroriste, mais parmi les 95 pays ayant subi des actes terroristes en 2014, ce n'était pas le plus touché.

M. Azedine

ALGÉRIE-MALI

Réunion du Comité bilatéral stratégique à Bamako

La 9^e session du Comité bilatéral stratégique sur le Nord du Mali a ouvert samedi à Bamako ses travaux, sous la coprésidence du ministre d'Etat, ministre des Affaires étrangères et de la Coopération internationale, Ramtane Lamamra, et de son homologue malien, Abdoulaye Diop.

Intervenant à l'ouverture des travaux, M. Lamamra a indiqué que le Comité stratégique bilatéral, «mis en place au service à l'œuvre de paix, est un instrument qui témoigne de l'authenticité, de la spécificité et de l'exemplarité» des relations entre l'Algérie et le Mali. «C'est aussi un instrument porteur de cette volonté de nos deux pays à travailler ensemble, à partager véritablement la sécurité et la prospérité au bénéfice de nos deux peuples», a-t-il dit.

Il a indiqué, aussi, que le comité a réalisé «avec brio» une première étape de son existence en accompagnant et en stimulant le processus des négociations intermaliennes.

Le Comité stratégique bilatéral est appelé aujourd'hui à être «véritablement un vecteur fort de cette volonté de nos deux pays de tout faire ensemble pour assurer le succès de l'Accord de paix et de réconciliation au Mali, issu du processus d'Alger», a-t-il ajouté.

Le chef de la diplomatie algérienne a indiqué que «notre mission consiste à prendre une part active à la réunion des conditions de succès de la mise en œuvre de l'accord», affirmant que l'Algérie, chef de file de la médiation internationale des négociations intermaliennes, «continuera à assumer» sa fonction de président du Comité de suivi de l'Accord de paix et de réconciliation au Mali qui sera installé aujourd'hui à Bamako.

Le comité de suivi comprendra tous les pays et les organisations ayant fait partie de l'équipe de médiation, les parties maliennes, dont le gouvernement et les parties signataires de l'accord «qui toutes doivent considérer que dorénavant nous sommes dans une logique d'équipe qui gagne pour le Mali, la paix et la sécurité dans la région et dans le monde», a-t-il souligné.

De son côté, le ministre malien des Affaires étrangères a salué «l'engagement personnel du président Bouteflika et de son gouvernement pour son soutien au Mali».

«Nous sommes satisfaits des étapes franchies pour rapprocher nos frères maliens», a-t-il dit, ajoutant que «nous nous apprêtons à franchir une nouvelle étape, celle du parachèvement du processus de signature de l'Accord de paix et de réconciliation au Mali par la Coordination des mouvements de l'Azawad (CMA)». «Une phase se termine une autre s'ouvre, difficile mais encadrée par l'accord, issu du processus d'Alger», a-t-il affirmé.

Le Comité stratégique algéro-malien sur le Nord du Mali a été créé conformément à une décision prise par le président de la République, Abdelaziz Bouteflika, et son homologue malien, Ibrahim Boubacar Keita, lors de la visite d'amitié et de travail effectuée par le chef d'Etat malien en Algérie les 18 et 19 janvier 2014.

Le Comité, qui traduit la volonté politique des deux chefs d'Etat de bâtir une relation spéciale basée sur un partenariat stratégique, assure le suivi et la mise en œuvre de mesures de nature à contribuer au règlement pacifique des problèmes du Nord du Mali, dans toutes leurs dimensions.

Il œuvre aussi à la réunion des conditions de consolidation de la paix, de la sécurité et de la stabilité dans toute la région du Sahel.

APS